

NOUS AVONS FAIT PLUS DE 17.000 PRISONNIERS ET CAPTURE 250 CANONS

EXCELSIOR

9^e Année. — N° 2.800. — 10 centimes. — Étranger : 20 centimes.

Samedi 20 JUILLET 1918

RÉDACTION & ADMINISTRATION
20, rue d'Enghien, 20. — PARIS (X^e)
Téléphone : Gutenberg 0273 - 0275 - 15.00
Adresse télégraphique : EXCEL-PARIS

TARIF DES ABONNEMENTS
France... 3 mois, 10 fr.; 6 mois, 18 fr.; 1 an, 35 fr.
Étranger... 3 mois, 20 fr.; 6 mois, 36 fr.; 1 an, 70 fr.

PUBLICITÉ : 11, Bd des Italiens. - Tél. : Gut. 12-45
: PIERRE LAFITTE, FONDATEUR :

« Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » — NAPOLEON

LA VICTORIEUSE CONTRE-ATTAQUE DE NOS TROUPES



CARTE INDICANT LES AVANCES RÉALISÉES D'APRÈS LE COMMUNIQUÉ OFFICIEL D'HIER, 14 HEURES

La bataille continue violente, formidable, de Soissons à Reims. L'ennemi résiste et amène des renforts. Pourtant l'armée Mangin et celle du général Dégoutte ont réalisé une nouvelle avance, et le chiffre de leurs prisonniers augmente. D'autre part, sur tout le front à l'ouest de Reims, nos troupes contre-attaquaient avec vigueur, reprenant Montvoisin et Cœuil, et capturant 4 canons, 30 mitrailleuses et 400 hommes. Le lecteur pourra aisément voir sur la carte ci-dessus l'importance des gains réalisés.

DE L'OUEST DE SOISSONS A CHATEAU-THIERRY

NOTRE PROGRESSION CONTINUE

Les réserves ennemies réagissent avec une extrême violence, mais ne peuvent arrêter notre avance sur la plus grande partie du front.

PLUS DE 17.000 PRISONNIERS ET 360 CANONS SONT TOMBÉS ENTRE NOS MAINS

A l'ouest de Reims nous avons remporté de brillants succès, fait 400 prisonniers, pris 4 canons et 30 mitrailleuses

Ainsi qu'il fallait s'y attendre, les Allemands, d'abord surpris par notre vigoureuse contre-offensive entre l'Aisne et la Marne, ont amené, en toute hâte, des renforts pour s'opposer à notre menaçante avance. Cette réaction est par elle-même un succès pour nous, et non le moins important par ses conséquences. En effet, au lieu de laisser à l'ennemi l'initiative entière des opérations, nous le forçons à parer nos coups et à faire volte-face dans des conditions dif-



LE GÉNÉRAL BERTHELOT
ont les troupes ont progressé dans le bois du Roi et dans le bois de Courton.

ficiles. Il n'avait pas trop de toutes ses forces disponibles pour continuer sa pénible progression dans la direction de l'est, de part et d'autre de la Marne. Obligé de se retourner vers l'ouest, non seulement il a aussitôt suspendu ses attaques dans la première direction, mais n'a pu se défendre efficacement contre notre intervention qui s'est produite aussitôt : nous avons regagné du terrain au sud de la Marne, jusqu'aux lisières d'Ouilly, et, au nord, dans les bois du Roi et de Courton, et près de Bouilly, au sud de Sainte-Euphrasie, c'est-à-dire dans toute la partie de notre ligne où un fléchissement s'était produit.

Entre l'Aisne et la Marne, nos progrès ont été plus lents en raison de la résistance accrue de l'adversaire. Cependant ils n'ont pas été interrompus. Nous avons maintenu nos positions à notre aile gauche sur le plateau au sud-ouest de Soissons ; notre progression s'est accentuée au centre dans la direction de Vierz, sur la voie ferrée de Villers-Cotterets à Soissons, et à notre aile droite sur le plateau qui s'étend au nord de Belleau.

Nous avons pris à l'ennemi, depuis le début de cette contre-offensive, plus de 17.000 prisonniers et 360 canons. Ces chiffres témoignent éloquentement de l'étendue de nos succès.

La route de Soissons à Oulchy-le-Château est de plus en plus menacée. L'ennemi sera donc obligé de faire un plus grand effort encore pour la défendre, ce qui l'affaiblira d'autant par ailleurs. C'est là un grand embarras pour un commandement qui, certes, ne s'attendait pas à une manœuvre aussi puissante ni surtout aussi efficace.

Jean VILLARS.

LES COMBATS ONT REPRIS DANS DES CONDITIONS FAVORABLES

FRONT FRANÇAIS, 19 juillet. — La nuit a été assez calme sur tout le secteur où s'est déclenchée notre attaque d'hier.

Ce matin, les combats ont repris dans des conditions favorables pour nos armées.

Il est extrêmement difficile de jalonner exactement la limite de notre avance. La bataille très rude qui s'engage aujourd'hui est sujette à des fluctuations ; la présence, constatée par avions, de troupes françaises ou allemandes sur un point ne prouve nullement que ce point marque l'avance de l'une ou de l'autre armée, car, indépendamment même des réactions possibles d'un moment à l'autre, il peut ne s'agir que d'un flot de résistance encastré ou dépassé par les forces adverses. Notre longue habitude de la guerre de position, où le front était précisé à quelques mètres près, a complètement faussé les indications que nous devons attendre d'une guerre de mouvement. Chaque unité arrive à avoir son autonomie et à manœuvrer avec chacun de ses éléments, même réduits à quelques individus. C'est l'initiative du mouvement laissée aux plus petites unités. Il en résulte un enchevêtrement qui demande un certain temps pour se stabiliser. Les Allemands se trouvant d'ailleurs dans les mêmes conditions d'incertitude, il ne nous appartient pas, au cours même de l'opération, de leur indiquer les points précis que nous savons tenir définitivement, afin de les inciter à les contre-attaquer.

Malgré notre action entre Soissons et Château-Thierry, nous avons poursuivi nos attaques sur les deux rives de la Marne

LES COMMUNIQUÉS FRANÇAIS

14 HEURES. — ENTRE L'AISE ET LA MARNE, NOS TROUPES, SURMONTANT LA RESISTANCE DE L'ENNEMI QUI A AMENÉ DE NOUVELLES RESERVES, ONT RÉALISÉ HIER, EN FIN DE JOURNÉE, UNE AVANCE SENSIBLE ET ACCRU LE CHIFFRE DE LEURS PRISONNIERS.

LA BATAILLE SE POURSUIT AVEC ACHARNEMENT. SUR LE FRONT A L'OUEST DE REIMS, NOS TROUPES ONT MENE, HIER, DE VIVES ATTAQUES. Au sud de la Marne, NOUS AVONS REPRIS MONTVOISIN ET REJETÉ L'ENNEMI AUX LISIÈRES EST D'EUILLY.

Au nord de la rivière, nous avons réalisé des progrès dans le bois du Roi, ainsi que dans le bois de Courton, entre la Polerne et Pourcy, et porté nos lignes à un kilomètre à l'ouest.

Plus au nord, les Italiens ont enlevé le moulin de l'Ardre et conquis du terrain dans la région de Bouilly.

Au cours de ces actions, nous avons capturé quatre canons et trente mitrailleuses et fait 400 prisonniers.

Entre Montdidier et Noyon, ainsi qu'en Woëvre, des coups de main sur les lignes ennemies nous ont permis de ramener une centaine de prisonniers.

23 HEURES. — LA BATAILLE COMMENCÉE HIER ENTRE L'AISE ET LA MARNE A CONTINUÉ TOUTE LA JOURNÉE AVEC UNE EXTREME VIOLENCE.

L'ENNEMI, REAGISSANT SUR TOUTE LA LIGNE AVEC DES RESERVES IMPORTANTES, A TENTÉ D'ARRÊTER NOTRE PROGRESSION. EN DÉPIT DE SES EFFORTS, NOUS AVONS POURSUIVI NOTRE AVANCE SUR LA PLUS GRANDE PARTIE DU FRONT.

A GAUCHE, NOUS NOUS SOMMES MAINTENUS SUR LES PLATEAUX AU SUD-OUEST DE SOISSONS ET DANS LA RÉGION DE CHAUDUN.

AU CENTRE, NOUS AVONS DÉPASSÉ DE 3 KILOMÈTRES EN CERTAINS POINTS LA LIGNE VAUX-CASTILLE-VILLERS-HELON-NOROY-SUR-OURCQ.

A DROITE, NOS TROUPES ONT CONQUIS DE HAUTE LUTTE LE PLATEAU AU NORD-OUEST DE MONNES, LA HAUTEUR AU NORD DE COURCHAMPS ET PROGRESSE AU DELÀ DE TORCY.

LE CHIFFRE DES PRISONNIERS ACTUELLEMENT DENOMBRES DÉPASSE 17.000, DONT 2 COLONELS AVEC LEUR ÉTAT-MAJOR.

NOUS AVONS PRIS PLUS DE 360 CANONS, DONT UNE BATTERIE DE 210.

et à l'ouest de Reims, réussissant à réaliser des progrès notables. Cette activité montre la vitalité de notre armée, en dépit des gigantesques batailles qu'elle a eues à livrer sur l'Oise, en Artois, dans les Flandres, sur l'Aisne, sur la Marne, et en Champagne. Elle prouve, contrairement à ce que pouvait croire l'ennemi, que nous sommes toujours capables de manifester notre agressivité. Son offensive dernière du 15 juillet ayant échoué, c'est lui maintenant qui se trouve dans l'obligation de se défendre. Ce fait seul prouve à Ludendorff qu'il n'est point le maître de la situation.

L'ÉLAN DES AMÉRICAINS

LONDRES, 19 juillet. — Le correspondant de l'agence Reuter près le quartier général américain télégraphie :

« Des troupes d'assaut américaines en nombre élevé coopèrent avec les Français dans la puissante offensive de ce matin. De nombreux chars d'assaut ont participé à l'action. Les Américains sont montés à l'assaut en criant d'enthousiasme et sans préparation d'artillerie.

« Partout l'ennemi a été complètement surpris. Toute l'opération a été couronnée d'un succès plus grand qu'on ne l'attendait.

« Les Américains, dont l'instruction a été des plus soignées, se sont comportés comme des anciens ; rien n'a pu les arrêter.

« La coopération entre l'artillerie et l'infanterie a été des plus étroites. De nombreux canons lourds et de campagne, avan-

cés très rapidement, ont fait pleuvoir un déluge d'obus sur l'ennemi en retraite et sur ses réserves.

« Les chars d'assaut ont accompli tout ce qu'on attendait d'eux, précédant ou accompagnant l'infanterie, et nettoyant de nombreux points qui avaient échappé à l'artillerie.

« Après avoir passé les trois premiers objectifs du matin, les Franco-Américains, au sud de Soissons, déclenchèrent une deuxième attaque à midi. Ils avancèrent avec une telle rapidité que la cavalerie put entrer en jeu à la fin de l'après-midi. Tous les états-majors sont établis ce soir dans les territoires conquis ce matin.

« Les Américains, au sud de Soissons, complètent jusqu'à midi deux mille cinq cents prisonniers, cinquante canons capturés, un matériel immense et plusieurs aéroplanes que l'ennemi fut incapable de sauver. Au nord de Château-Thierry, ils prirent un grand nombre de prisonniers et une grande quantité de matériel.

« L'attaque fut poussée si loin que l'ennemi, dans le voisinage de Château-Thierry, est dans une situation très exposée. Les troupes américaines, très exaltées, reçoivent les plus chaleureux remerciements du commandant français. L'attaque de l'après-midi fut plus brillante encore que l'attaque du matin.

L'ENTHOUSIASME EN AUSTRALIE

MELBOURNE, 19 juillet. — L'Assemblée a accueilli par de chaleureuses acclamations les nouvelles favorables reçues de France.

LA 4^e AUDIENCE DE LA HAUTE COUR

L'INTERROGATOIRE DE M. MALVY SE TERMINA HIER APRÈS-MIDI

M. Léon Daudet a commencé sa déposition. Il la continuera aujourd'hui.

Tous les sénateurs juges qui ont assisté à l'audience de jeudi étaient présents hier matin.

L'interrogatoire de M. Malvy reprend aussitôt.

L'ancien ministre de l'Intérieur s'explique sur la suppression du deuxième bureau du gouvernement militaire de Paris. Il indique qu'en septembre 1915 une décision gouvernementale rendit les pouvoirs de police à l'autorité civile. Comme ministre de l'Intérieur, il n'a fait qu'exécuter cette décision.

M. Malvy ajoute que les fonctionnaires mêmes du ministère de la Guerre étaient partisans de la suppression du deuxième bureau.

Un détail provoque quelques sourires : Mlle Mistinguett appartenait à ce service.

On a dit que j'avais demandé le changement du général Maunoury, ajoute M. Malvy. Il y avait un président du Conseil ; il vous dira si c'est exact. Ce qui l'est, c'est que cet officier général, dont tout le monde admire la bravoure, était empêché par son infirmité de remplir toutes ses fonctions.

On arrive à Garfunkel. M. Malvy se défend d'avoir retardé les poursuites et nie lui avoir communiqué son dossier.

Il est question de l'affaire Kowacz, de l'affaire Lipscher. M. Malvy reconnaît que, averti que la femme Duverger, maîtresse de Lipscher, rôdait autour de M. Caillaux, il a prévenu celui-ci, lui disant : « Méfiez-vous de cette personne suspecte, n'entrez pas en relations avec elle. » Il n'a pas fait autre chose.

L'ancien ministre de l'Intérieur se défend d'avoir insisté pour obtenir le déplacement du général Clergerie. Il s'explique sur quelques permis de séjour.

Il semble, à ce moment, que l'interrogatoire est terminé. M. Antonin Dubost, lui dit, en effet :

— Au moment de terminer cet interrogatoire, je dois reconnaître, comme M. le rapporteur, que vous n'avez été poussé dans vos actes par aucun intérêt pécuniaire. Avez-vous autre chose à ajouter pour votre défense ?

M. Malvy a beaucoup à ajouter. Il ne veut laisser aucune accusation dans l'ombre. Il s'expliquera donc sur le mouvement pacifiste, le carnet B et ses « soi-disant complaisances pour les revendications ouvrières ».

Et c'est, en quelque sorte, comme un discours de ministre qui répond à une interpellation.

M. Malvy affirme que ses relations furent toujours courtoises avec le grand quartier général, particulièrement cordiales avec le général Joffre et ses services. Il donne lecture de deux lettres du général Nivelle, la première expliquant une précédente sur la propagande pacifiste et déclarant qu'aucune pensée de blâme ou de plainte ne pouvait entrer dans son esprit ; la seconde, du 5 mai 1917, ainsi conçue :

Je sais avec quelle loyauté, quelle énergie, vous vous êtes opposé, dans les tristes heures que nous venons de passer, à des tentatives aussi injustes qu'inopportunes.

Personnellement, je n'ai pas besoin d'être défendu et je ne désire pas l'être, mais toute campagne qui aurait pour effet d'ébranler l'autorité du commandement et la confiance qu'il faut qu'on ait en lui serait criminelle et désastreuse.

Vous vous êtes dressé contre ces dangers, et je tiens à vous exprimer la reconnaissance collective de l'armée et ma gratitude personnelle.

Sur une question de M. Peytral, M. Eugène Pèrès explique que si la commission n'est pas insérée la lettre dans son rapport, c'est parce que M. Malvy a déclaré que c'était une lettre confidentielle et n'a pas voulu la déposer.

M. Malvy affirme que toute satisfaction a été donnée au général Pétain lorsqu'il a demandé des mesures contre la propagande pacifiste. En ce qui concerne les mutineries, il déclare que leur cause déterminante ne fut point les tracts et les brochures.

Après-midi, à la reprise de l'audience, M. Antonin Dubost donne connaissance de lettres de MM. Jacques Dhur, Longuet, Cécaldi et Raffin-Dugens, qui demandent à être entendus.

Le président déclare que le procureur général et la défense ont le droit de le faire citer, s'ils le jugent utile.

Et M. Malvy reprend son exposé.

Dans son rapport, M. Eugène Pèrès avait fait état d'un document de la Sûreté générale, où il est question d'une réunion de l'Union des syndicats de la Seine contre la vie chère, au cours de laquelle on aurait seulement parlé de la propagande en faveur de la paix. M. Malvy lit un rapport contradictoire de la Préfecture de police.

Passant à la propagande de Murrheim, M. Malvy déclare qu'il n'a jamais considéré celui-ci comme suspect.

— C'est un honnête homme, dit-il, qu'on ne peut considérer comme l'agent du gouvernement allemand. On m'accuse d'avoir été son complice. Je l'ai vu pour la première fois, il y a un mois, à la Chambre. Je ne l'ai pas reçu. D'autres l'ont reçu, notamment M. le président du Conseil actuel. C'est donc qu'il le considérait comme ayant une certaine force. Je ne critique pas, je constate.

M. Malvy fait remarquer que la question Murrheim a été posée au Conseil des ministres, qui en a délibéré et a refusé de poursuivre Murrheim.

Plus loin, comme M. Barbier lui demande ce qu'il a fait en 1915 et en 1916



M. LÉON DAUDET

pour prévenir et arrêter des grèves, M. Malvy propose :

— Voulez-vous que je donne lecture de mes circulaires ?

— Elles sont irréprochables, souligne M. Merillon.

L'ancien ministre rappelle longuement sa politique conciliatrice lors des grèves.

M. Malvy répète qu'il croit que sa politique a produit d'heureux résultats. Il évoque les moments douloureux qu'il vient de passer :

— Le Sénat n'a pas toujours approuvé mes idées politiques, dit-il. Mais j'ai confiance, parce que, aujourd'hui, je ne suis pas devant des parlementaires, mais devant des juges !

On va maintenant entendre les témoins.

M. LÉON DAUDET À LA BARRE

M. Léon Daudet commence sa déposition. Pendant près d'une heure et demie, il parlera sans être interrompu, avec bonne humeur et avec verve.

Le directeur de l'Action Française annonce qu'il exposera dans quelles conditions il a été amené à s'occuper des relations de M. Malvy et d'Almeryda, qu'il examinera ses relations elles-mêmes et, ensuite, les affaires Rottier, Guilbeaux, celles des mutineries militaires et du Chemin des Dames.

Et c'est d'abord un historique de la pénétration allemande en France avant la guerre dont, selon M. Léon Daudet, une grosse part de responsabilité revient à M. Caillaux, puis un exposé des campagnes du *Bonnet Rouge* et des agissements d'Almeryda.

— Si on avait pris soin de lire le *Bonnet Rouge*, dit le témoin, on aurait vu qu'avant la guerre il suivait déjà les inspirations de l'Allemagne.

M. Léon Daudet affirme que, bien avant la guerre, M. Malvy était en relations avec Almeryda. A la prison de la Santé, en 1911, Almeryda aurait parlé à ses codétenus de son « copain » Malvy, qui devenait sous-secrétaire d'Etat.

Pour le directeur de l'Action Française, les gens du *Bonnet Rouge* constituaient, d'ailleurs, une bande parfaitement organisée à la solde de M. Malvy et de M. Caillaux. Le témoin déclare en avoir eu la preuve par une série de dossiers qui lui ont été communiqués par des fonctionnaires de la préfecture de police révoltés par les actes de camaraderie et de complicité auxquels ils avaient assisté.

M. Léon Daudet rappelle avec humour que, plaçant pour Almeryda contre l'Action Française, M. de Monzie déclarait que son client jouissait de la confiance et de l'amitié du ministre de l'Intérieur ; que, lorsqu'il allait en Suisse et en Espagne, c'était avec l'assentiment de M. Malvy et pour lui rapporter des renseignements intéressants pour notre pays.

Le témoin passe à Rabat, Syrien, marquis de Saint-Julien-le-Pauvre, qui, à ce titre, était avant la guerre sous les ordres du prince abbé allemand Max de Saxe, et à qui Almeryda tira un jour 20.000 francs en le menaçant « de le faire coffrer par Malvy ».

Le directeur de l'Action Française dit qu'il croit que la commission n'a pas reçu communication de tous les dossiers.

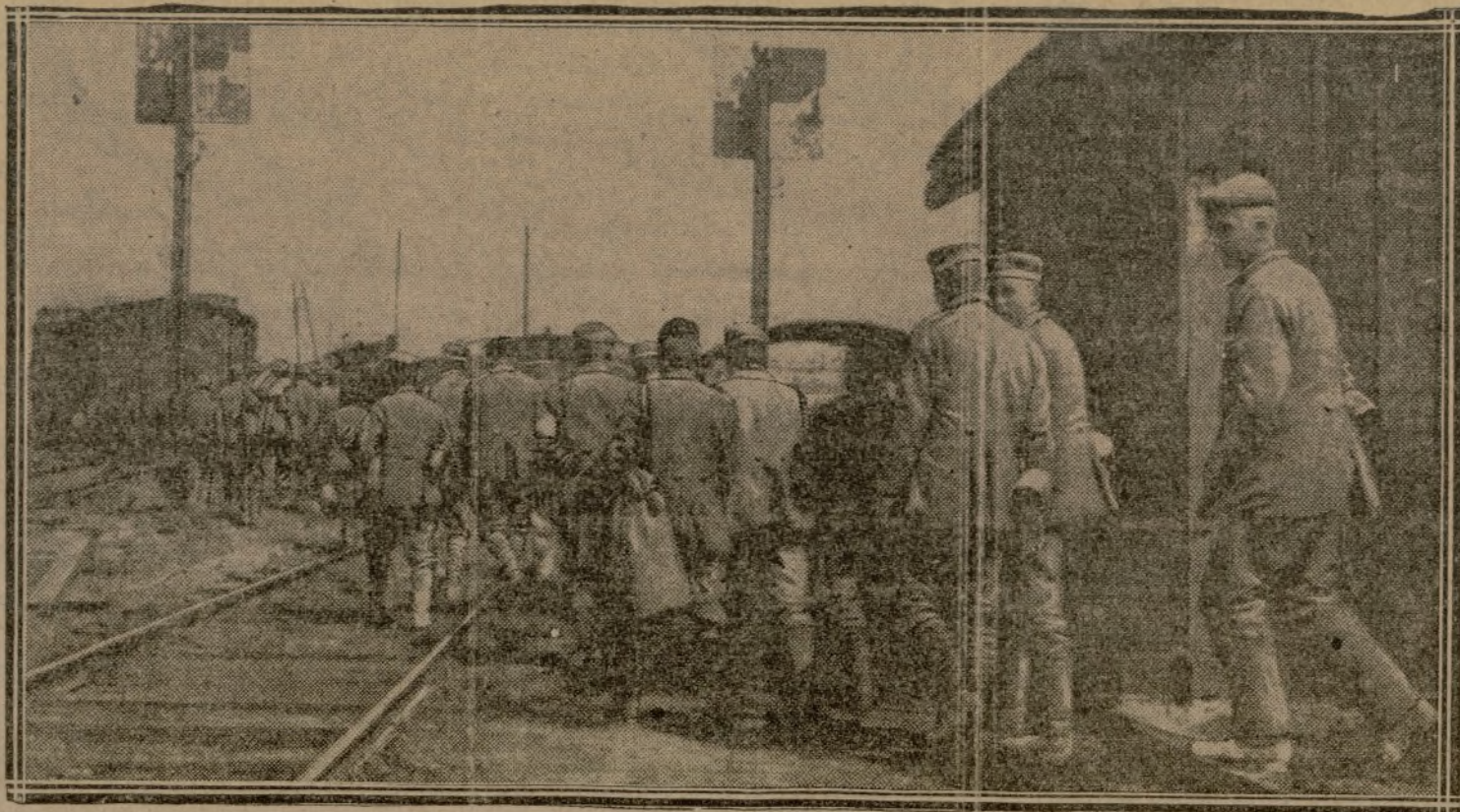
Il parle ensuite de Guilbeaux, à qui, en 1917, sur la demande de M. Longuet, M. Hudelo donnait une attestation disant qu'il n'avait rien à lui reprocher au point de vue national.

— Guilbeaux, dit M. Léon Daudet, était l'intime de Lenine. Il l'accompagnait à la gare lorsque celui-ci s'embarqua par l'Allemagne à destination de la Russie !

Le témoin continuera sa déposition ce matin.

Au cours d'une réunion en chambre de conseil, à l'issue de l'audience, la Cour de justice a décidé de ne pas siéger le dimanche.

Léopold BLOND.



LES PRISONNIERS ALLEMANDS DU 18 JUILLET ARRIVANT A UNE GARE RÉGULATRICE PRÈS DU FRONT

LES CONTEES D'EXCELSIOR

LE DERNIER JOUR DE MA MONTRE

PAR

JEAN-JACQUES BERNARD

Ces vitres brisées, ces murs effondrés, ces noircis, ces wagons tordus, sur les voies de garage, est-ce bien la gare paisible où je suis passé il y a quinze jours ? J'hésite à descendre du wagon. Mais peu à peu je m'aperçois que le décor seul a changé : chaque soir, depuis une semaine, les avions ennemis se sont acharnés sur la ville, mais les trains passent, les gens parcourent les quais, comme jadis.

J'ai trois heures d'attente entre deux trains de permissionnaires. C'est une occasion de faire réparer ma montre, que j'ai cassée le matin. Le projet est ambitieux, car il ne suffit pas de franchir les portes de la gare : il faut passer à travers les mailles des consignes. Je me dirige, un peu ému, vers un de ces bureaux qui, sous le nom de « commissariats militaires », ont été créés pour compliquer nos voyages. J'y trouve un secrétaire qui condescend à faire signer par un capitaine l'autorisation nécessaire. Mais la réparation d'une montre ne paraît pas un motif suffisant, et l'on me crée d'emblée une parenté avec un habitant de l'endroit. Enrichi d'un cousin et d'un morceau de papier, je sors, mais sans grande confiance, car on m'a dit que j'aurais du mal à trouver un horloger.

Certes, les horlogeries ne manquent pas. J'en vois à tous les coins de rues. Plusieurs sont fermées. D'autres sont encombrées de caisses, au milieu desquelles se bousculent des gens en chapeau. Dans l'une, je ne vois qu'une vieille femme morte : « Hélas ! nous n'avons plus d'ouvrier, monsieur, me répond-elle. Comment voudriez-vous, monsieur, qu'on trouve encore ici des ouvriers qui travaillent ? » Ailleurs, un sexagénaire en calot rond et veste de molleton beige, debout, immobile, les deux poings sur son comptoir, me fixe par-dessus ses lunettes sans parler, comme s'il me croyait fou. « Ainsi, me dit son regard, vous pensez à faire réparer des montres quand nous vivons sous les bombes et les 380 ! »

Je sors découragé. Un ivrogne s'accroche à moi et me raconte qu'il est du « service secret », et sait que les Allemands vont être enfoncés. « Alors pourquoi qu'ils civils se trissent », j'ai demandé. « J'ai du mal à me débarrasser de lui, mais je reste un instant troublé.

Les ivrognes maîtres de la rue, c'est un symptôme de fièvre : la ville fait une maladie. Le mois passé, la vie régnait ici, comme si vraiment, à trente kilomètres, la mort ne sévissait pas. En une semaine, quel changement ! Des toits se sont écroulés sur des bonheurs familiaux, et des milliers de gens ont fui leur foyer menacé.

Mais jamais je ne découvrirai un horloger qui travaille encore si je continue à m'adresser aux horlogers qui démenagent. Aussi j'entre au hasard dans la première boutique. Là, un coiffeur me parle sans hésiter d'une sorte de vieux mécanicien qui répare les montres et les bicyclettes les jours où il est bien disposé.

Je vais à l'adresse indiquée, dans une rue lointaine. Je frappe plusieurs fois ; personne ne répond. Enfin je pousse la porte, qui cède, et je me trouve dans une petite pièce pleine de ferrailles hétéroclites. Devant la fenêtre, un vieil homme courbé sur une table déplace des petites roues de montres avec des pinces méticuleuses. Il ne tourne même pas la tête. Je lui fais un récit aussi complet qu'embrouillé de l'accident dont mon remontoir a souffert. Tout à fait indifférent à mes paroles, sans un regard ni un mot, il me prend la montre des mains. Il l'ouvre, et ses pinces fourragent à l'intérieur avec un léger tremblement qui me trouble un peu. Au bout de cinq minutes, il lève la tête et regarde le ciel. Et puis il reprend son travail avec un tremblement accentué.

Tout à coup, il se tourne vers moi, et, pour la première fois, me fixe profondément de son œil gauche et de sa grosse loupie enfoncée dans l'œil droit.

— Vous n'avez pas entendu ? me demande-t-il.

— Je n'ai rien entendu.

Il se remet encore, mais avec plus de mollesse, à sa tâche inquiétante ; et, tout en sortant des petites roues et des petites vis, il me dit :

— Je crois toujours entendre les cloches à présent. On raconte que c'est signe de mort.

Je proteste. Il soupire. Quelques instants après il regarde de nouveau le ciel :

— Le temps est couvert, mais ils viendront bien ce soir, fait-il. Ils ne vont pas lâcher ça comme ça.

Il soupire encore ; et il se met à rentrer les petites roues et les petites vis.

— Voyez-vous, ça va encore pour les jeunes gens. Mais, moi, je suis trop vieux. Pensez, monsieur : six nuits qu'on ne dort autant dire pas.

Il termine son travail sans parler.

— Voici votre montre. Elle va marcher.

— Je... j'en suis sûr. Combien vous dois-je ?

— Oh ! ce que vous voudrez. Ça ne vaut pas vingt sous ; avant la guerre, ça valait dix sous... Merci, monsieur... Ah ! on ne sait plus comment on vit !

Avec un dernier soupir, il ajoute :

— La guerre nous dérange bien, mon pauvre monsieur !

Evidemment !... Et par-dessus le marché, depuis cette aventure, ma montre ne marche plus du tout.

Jean-Jacques BERNARD.

SITUATIONS

Brochure envoyée franco
P. 5125, 53, rue de Rivoli, Paris

5 HEURES DU MATIN DERNIERE HEURE 5 HEURES DU MATIN

LES ANGLAIS S'EMARENT DU VILLAGE DE METEREN

Ils font près de 400 prisonniers et capturent un assez grand nombre de mitrailleuses.

OFFICIEL BRITANNIQUE (22 heures). — Nous avons réussi, ce matin, une petite opération dans le secteur de Bailleul, où les troupes écossaises ont pris le village de Meteren, atteignant tous leurs objectifs et capturant plus de trois cents prisonniers et un certain nombre de mitrailleuses.

Protégées par cette opération, les troupes australiennes ont avancé leur ligne jusqu'à une faible distance au sud de Meteren. Elles ont fait quatre-vingts prisonniers et pris dix mitrailleuses.

Nous avons fait aussi quelques prisonniers pendant la journée, au cours de raids et de rencontres de patrouilles, dans le secteur de la forêt de Nieppe.

Neuf avions ennemis descendus par les Anglais

(OFFICIEL BRITANNIQUE). — Le 18 courant, en dépit d'un temps très variable, nos appareils ont fait beaucoup de travail : reconnaissances, photographie et bombardement. Ils ont exécuté de nombreux bombardements à faible altitude, les objectifs comprenant des dépôts de munitions aux environs d'Armentières et de Méricourt, les stations de chemin de fer de Rosières et de Bray, et les docks de Bruges et d'Ostende.

Huit appareils ennemis ont été abattus en combats aériens ; un autre a été descendu par le feu de notre artillerie antiaérienne. Sept des nôtres manquent.

Pendant la nuit, nos appareils de bombardement ont jeté huit tonnes de bombes sur le chemin de fer de Mons à Valenciennes. En outre, six tonnes ont été jetées sur la voie ferrée à Courtrai, Seclin et Lille. Deux de nos appareils ne sont pas rentrés.

La situation de la Russie inquiète l'Allemagne

La Gazette de Francfort, dans une récente correspondance datée de Moscou, laissait dernièrement prévoir comme imminent un « changement de scène en Russie ». Ce journal, d'ordinaire bien renseigné, revient sur la situation plus que précaire du pouvoir bolchevick, et se montre extrêmement pessimiste. Il se demande si la politique allemande n'a pas fait en Russie un fiasco complet. Dans ces conditions, il faudrait envisager pour l'Allemagne la nécessité de recommencer à intervenir en Russie, ce qui, ajoute le journal allemand, comblerait les vœux de l'Entente.

Nous en acceptons l'augure.

Vers l'intervention en Sibirie

Nos renseignements nous permettent de dire que les dispositions à l'égard de l'intervention sont également bonnes à Washington et à Tokio, et que les négociations en cours se poursuivent dans des conditions favorables. — J. B.

La politique économique des Alliés

LONDRES, 19 juillet. — Lord Robert Cecil, qui vient d'être nommé ministre adjoint des Affaires étrangères, a fait à un représentant de l'Associated Press des déclarations très importantes sur la politique économique des Alliés. Nous en extrayons les passages suivants :

« La Conférence de Paris fut, à son origine, un accord défensif des nations en guerre pour s'assurer contre la disette et le chômage pendant la période de reconstruction et pour rétablir la vie économique dans les territoires ravagés par l'ennemi.

Ce but reste le même, mais, à l'heure actuelle, au lieu de huit, nous sommes vingt-quatre nations alliées qui avons formé une étroite alliance défensive. Il s'agit maintenant de poser les principes économiques de la Société des Nations qui existent déjà ; ces principes, le président Wilson les a formulés le 8 janvier en réclamant la suppression, dans la mesure du possible, de toutes les barrières économiques et l'établissement de l'égalité commerciale entre les nations consentant à la paix et s'associant pour son maintien.

« Notre but doit tendre à un accord fondé sur de larges bases qui établiront un régime libéral dans les relations entre les peuples de cette association et par lesquelles chacun d'entre eux, tout en préservant sa sécurité nationale, contribuera à subvenir aux besoins et à aider au développement de ses associés. La concurrence ne sera pas supprimée, mais nous voulons que la coopération soit la marque dominante de nos relations commerciales.

« Le seul obstacle à la réalisation de cette association est l'Allemagne, qui, récemment encore, par ses traités commerciaux, a réalisé l'exploitation et le pillage des populations russes. »

LES COMMUNIQUÉS OFFICIELS

Front britannique

(19 juillet). — 13 HEURES. — Pendant la nuit, des raids ennemis ont été repoussés dans les secteurs de Villers-Bretonneux et de Morlaucourt.

Nous avons exécuté des coups de main heureux aux environs de Bucquoy, de Villerval et de Levre et fait quelques prisonniers.

Front italien

(19 juillet). — Dans la zone du Tonale, au nord de Val-Bella et sur l'Asolone, nos patrouilles, sorties hors de leurs lignes, ont rapporté un obusier de 105, un lance-bombes de 260, 4 mortiers de tranchée de 140, plusieurs mitrailleuses et du matériel abandonné par l'ennemi.

Sur le plateau d'Asiago, un détachement britannique a pénétré hardiment dans les lignes adverses et a capturé 19 prisonniers et 3 mitrailleuses.

Dans le val Brenta et sur les pentes occidentales du col Ca-

L'AVANCE AMÉRICAINE DE L'AISE A LA MARNE

L'élan de nos alliés, qui opèrent en étroite liaison avec nos troupes, ne s'est pas ralenti.

OFFICIEL AMÉRICAIN (19 juillet, 21 heures). — Entre l'Aisne et la Marne, nos troupes ont continué à faire des progrès.

L'ENTHOUSIASME AUX ETATS-UNIS

NEW-YORK, 19 juillet. — La nouvelle des résultats obtenus par l'offensive franco-américaine a causé un grand enthousiasme dans tous les Etats-Unis. Un grand nombre de personnes, rassemblées devant les bulletins publiés par les journaux, ont poussé des hurrahs et arraché les journaux dans les rues des leur sortie des presses.

Dans Wall Street, le quartier silencieux de New-York, les affaires ont été interrompues, et les agents de change entouraient les remisiers qui apportaient des nouvelles.

Le marché a été bien influencé, et les cours sont en hausse.

M. Hyland, maire de New-York, a fait sonner les cloches de l'Hôtel de Ville pendant un quart d'heure pour célébrer la victorieuse avance des Alliés.

JOYEUSE IMPRESSION EN ITALIE

ROME, 19 juillet. — L'annonce de la contre-offensive franco-américaine a été faite par des éditions spéciales du Messaggero et du Giornale d'Italia. Elle a produit dans toute l'Italie une grande et joyeuse impression. A Rome, de nombreuses maisons sont pavisées.

Des nouvelles détaillées sont attendues avec impatience.

NOS CHASSEURS ABATTENT 20 AVIONS

(OFFICIEL FRANÇAIS). — Dans la journée du 18 juillet, notre aviation, en collaboration avec des escadrilles de l'aviation britannique, a continué son travail sur tout le front de la bataille.

Vingt avions allemands ont été abattus ou mis hors de combat, et deux ballons captifs incendiés.

De leur côté, les équipages britanniques ont détruit sept appareils ennemis.

Nos groupes de bombardement ont poursuivi leurs expéditions sur les passages de la Marne. Une passerelle à l'ouest de Ruell a été bombardée et démolie. Des cantonnements et des rassemblements de troupes, à Oulchy-le-Château, dans la région de Vauxhuin, à Fère-en-Tardenois, dans la région d'Euilly, ont été attaqués à la mitrailleuse ou bombardés et dispersés. Des gares de l'arrière-front ont été arrosées de projectiles. Un incendie s'est déclaré en gare d'Amfontaine et de Fismes, et on a constaté de fortes explosions à Pontavert. Vingt-deux tonnes ont été ainsi utilisées de jour, et vingt et une la nuit suivante.

Des équipages britanniques, qui ont participé à cette opération, ont jeté, pour leur part, deux tonnes et demie d'explosifs avec d'excellents résultats.

M. Maunoury inculpé de complicité de commerce avec l'ennemi

M. Maunoury, ancien chef de cabinet de M. Laurent, préfet de police, sera entendu aujourd'hui par le capitaine Bouchardon, qui devra éclaircir certains points de ses dépositions.

On se rappelle que ses déclarations au procès du Bonnet Rouge provoquèrent des incidents assez vifs et lui attirèrent les reproches du lieutenant Mornet.

Nous croyons savoir que M. Maunoury est inculpé de complicité de commerce avec l'ennemi.

NOUVELLES BRÈVES

— M. Angoulvant, gouverneur général de l'Afrique Occidentale Française, est promu commandeur de la Légion d'honneur.

— M. Charguieraud, inspecteur général des ponts et chaussées de 1^{re} classe, vice-président du conseil supérieur des travaux publics, est nommé conseiller d'Etat en service extraordinaire.

— Un violent incendie a détruit, hier après midi, à Aubervilliers, un des bâtiments des Magasins Généraux, affecté aux services de la minoterie. Les dégâts matériels sont considérables.

— Le prix maximum de la vente à Paris pour les pommes de terre de toutes provenances a été fixé à 50 francs les 100 kilos, pour la vente en gros, et à 0 fr. 60 le kilo pour la vente aux consommateurs.

— Des tablettes d'un gramme de saccharine sont à la disposition du public chez les épiciers contre remise du coupon n° 5 du mois de juillet de la carte d'alimentation.

— Le procureur de la République s'occupe activement des moyens d'enlever les spéculations illicites. Trois juges d'instruction, MM. Pradel-Balade, Guichardon et Deiss, sont spécialement chargés de ces affaires. Actuellement deux cent cinquante dossiers sont à l'étude.

— M. de Gallardo, juge d'instruction, a mis sous mandat de dépôt M. Albert Sapajou, directeur de la Banque Centrale des Placements.

— Le capitaine Bouchardon, sur la demande de l'ancien président du Conseil, entendu, hier après-midi, Mme Caillaux.

LA FRATERNITÉ D'ARMES SUR LE FRONT ITALIEN

Anglais et Français partagent avec leurs compagnons les mêmes joies et les mêmes périls.

[DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL AU FRONT ITALIEN]

ZONE DE GUERRE. — Grâce à l'extrême obligeance du commandement suprême, il m'a été permis de me rendre en quelques heures dans les différents secteurs du front italien et de pouvoir m'y entretenir avec des combattants appartenant aux diverses nationalités.

C'est au lendemain de la victoire des Alliés ; de temps en temps il semble que l'on perçoive encore des échos de la terrible canonnade qui, durant ces derniers jours, a retenti sans interruption jusqu'au sommet des plus hautes montagnes. Mais il suffit de constater l'entrain et la gaieté qui règnent parmi tous ces braves, maintenant au repos, pour comprendre que, pour le moment du moins, toute crainte doit être écartée.

C'est dans une immense forêt de sapins que je trouve les « tommies ». Pour se remettre de leurs fatigues, les uns sont flegmatiquement étendus ; les autres, au contraire, se livrent, dans les clairières, à leurs sports favoris. Le soir venu, ils gagnent les sombres couloirs percés dans la roche ; sans émotion ils pourrissent y assister au duel d'artillerie qui se livrera au-dessus de leurs têtes.

Les soldats français occupent un secteur situé moitié dans la plaine, moitié dans la montagne, près du haut plateau d'Asiago, à plus de 1.000 mètres de hauteur. Justement aujourd'hui les troupes sont au repos, ou plutôt — pour être exact — le régiment d'infanterie, au milieu duquel je me trouve, a momentanément délaissé le fusil pour manier la pelle.

Jamais de repos sur le front d'Italie, me dit le colonel. Mes hommes profitent de l'accalmie que leur procurent les récents succès pour entretenir ou réparer les routes. A l'air pur de la montagne se joint pour eux la saine fatigue du travail. Leur moral est superbe, comme leur santé.

— Croyez-vous, mon colonel, à une nouvelle offensive ennemie, à bref délai ?

— Peu importe le jour. Que l'ennemi se présente quand il voudra, il nous trouvera toujours prêts.

Ce même langage m'a d'ailleurs été tenu dans tous les secteurs du front italien. Aussi est-ce plein de confiance que je m'éloignai.

En traversant un village de l'arrière, j'aperçus, jouant à la balle, sur la place, comme de grands enfants, des soldats italiens, français et anglais. Les regardant et applaudissant à leur adresse, stationnaient des groupes où se mêlaient le bleu horizon, le kaki et le gris vert des uniformes alliés. A proximité, un « Servizio di tappa », un « Recreation hall » et un « Commandement de bataillon ». Intéressants communs ; mêmes joies après mêmes périls ; fraternité des armes et des cœurs. — G. GINO ZUCCALA.

Le régime de la circulation est simplifié

L'extension de la zone des armées avait eu pour conséquence d'encombrer le service chargé de la délivrance des titres de circulation. Un nouveau décret vient de simplifier cette réglementation. Les Français, sur l'ensemble du territoire, ne seront soumis à aucune obligation. Le sauf-conduit ne sera plus exigé que pour se rendre dans les départements des frontières terrestres et dans certains départements de la zone des armées.

Les étrangers ne seront plus astreints pour circuler et séjourner à l'obligation du carnet rouge que dans une partie de la zone des armées ; dans le reste de cette zone, et dans l'ensemble du territoire, ils pourront se déplacer et séjourner en se servant, comme titre de circulation, de leur carte d'identité, celle-ci devant être seulement visée par les autorités mentionnées au décret.

Pour la circulation automobile, les permis seront délivrés par les préfets (dans la Seine par le préfet de police), exception faite toutefois pour une partie de la zone des armées et du littoral de l'Océan où les permis de circulation seront délivrés par l'autorité militaire.

Les socialistes et le rapport Pérès

Le groupe socialiste s'est réuni hier matin à la Chambre. Il a communiqué le procès-verbal suivant :

Le groupe socialiste, en présence de l'esprit tendancieux et des inexactitudes du rapport Pérès, décide de demander à la Chambre la publication du compte rendu sténographique du comité secret du 29 juin 1917, où furent discutées les interpellations relatives à l'offensive du 16 avril.

Front de Macédoine

(18 juillet). — Rencontres de patrouilles sur la Struma, où les troupes helléniques ont capturé quelques prisonniers bulgares. Actions d'artillerie réciproques sur la Struma, dans la région de Doiran et à l'ouest du Vardar.

En Albanie, nous nous organisons sur le terrain conquis.

Front belge

(19 juillet). — Notre artillerie a exécuté de nombreux tirs d'interdiction sur les communications ennemies, entre la forêt d'Houthulst et Staden. Lutte de bombes vers Dixmude. Rencontres de patrouilles à l'est de Nieuport. Une reconnaissance ennemie, cherchant à enlever un de nos postes, au nord de Nieuport, a été repoussée.

Front de Macédoine

(18 juillet). — Rencontres de patrouilles sur la Struma, où les troupes helléniques ont capturé quelques prisonniers bulgares. Actions d'artillerie réciproques sur la Struma, dans la région de Doiran et à l'ouest du Vardar.

En Albanie, nous nous organisons sur le terrain conquis.

A LA COMÉDIE-FRANÇAISE

Les débuts de Mlles Lagrange, Roseraie et de M. Escande.

M. Emile Fabre n'a pas cru devoir imposer un long stage aux trois « auréats » qu'il a retenus pour la Comédie-Française, ni entourer leurs débuts d'une solennité inutile. C'est fort bien ainsi. Mlle Lagrange, M. Escande et Mlle Roseraie sont de bonnes recrues, qui peuvent rendre de bons services, et qui ne demandent qu'à travailler. Tous trois montent sur la scène quinze jours après avoir obtenu leur prix. S'ils n'ont pas fait récrier le public, ce qui est, d'ailleurs bien superflu à une première épreuve, du moins les choix de l'administration ont-ils paru judicieux.

Mlle Lagrange, qui nous avait épargné le petit chat, rue de Madrid, nous a ratrapés rue de Richelieu. Elle a débuté dans le rôle d'Agnès. Elle a rallumé la querelle de ceux qui tiennent que l'Ecole des Femmes est une pièce douloureuse et de ceux qui veulent que l'Ecole des Femmes soit une pièce gaie. Les deux écoles. C'est un excellent motif de chronique passe-partout ; mais nous ne manquons pas d'autres sujets. On a reproché à Mlle Lagrange de n'être pas naïve. Etait-il bien nécessaire qu'elle le fût ? C'est un joli défaut que d'avoir de l'esprit, quand on a de surcroît un si agréable visage, et rien ne prouve qu'Agnès manque d'esprit. Tout semble au contraire indiquer que « la friponne » en a beaucoup, à l'état naissant. Mais Mlle Lagrange n'est pas une véritable ingénue ? Que j'aimerais qu'on me définît la véritable ingénue — et la vraie jeune fille ! Mais Mlle Lagrange promet de devenir une comédienne. Souhaitons-le ! Elle ne jouera pas toujours l'Ecole des Femmes. Elle a tout ce qu'il faut pour jouer très bien des personnages très divers : le physique, la voix, l'articulation... et l'intelligence.

M. Escande, lui aussi, semble fort intelligent. Il a l'habitude des planches et déjà de l'autorité, ayant pratiqué toute une année à l'Odéon. Il n'a obtenu, en tragédie, qu'un second prix, et en méritait bien un premier. Son morceau de concours était une scène de Phèdre : il a débuté dans Phèdre. Est-ce pour en appeler de ses premiers juges ? En ce cas, il a gagné son procès. Les critiques sévères ont trouvé qu'il interprétait Hippolyte d'une façon un peu trop élégiaque et galante. Reste à savoir si ce n'est pas l'interprétation juste. On n'aime pas non plus qu'il exhibe son arc et ses javelots, alors qu'il dit que ces objets « l'importunent ». Ce scrupule fait voir trop de subtilité ; en d'autres termes, c'est trop, révérence parler, chercher la petite bête. M. Escande est, au contraire, fort heureusement costumé, et ce point est d'importance. Il témoigne un sentiment fort juste de l'antique, aussi bien que du classique français. Il a un bon timbre de voix, une diction nette, il n'ignore pas la prosodie, et les personnes qui n'avaient jamais vu Phèdre n'ont pas attendu le cinquième acte pour dire : « Tiens ! c'est en vers ! »

Quant à Mlle Roseraie, elle a retrouvé sur la scène de la Comédie-Française tout son succès du Conservatoire, qui n'avait pas été médiocre. C'est une nature, s'il faut employer cet argot bizarre. Son tempérament est encore un peu excessif, parce qu'elle débute, et qu'il faut bien qu'elle le montre pour qu'on le sache. Plus tard, elle se modérera. Elle a de la verve et de l'entrain. Elle a été une Frösine de très verte allure, comme il sied.

Abel HERMANT.

Conseil des ministres

Des mesures disciplinaires ont été prises au sujet des opérations militaires du 27 mai.

Hier, réunion du Conseil des ministres. Le président du Conseil a fait connaître les mesures disciplinaires déjà prises à raison des opérations militaires du 27 mai, et les moyens par lesquels il se propose de compléter l'enquête.

Le Conseil a ensuite commencé l'examen du projet concernant la modification du code de justice militaire. Cet examen sera pour mardi prochain.

Séance d'interpellations à la Chambre

Après la clôture de la discussion d'une interpellation socialiste sur la désorganisation des services automobiles, terminée par le vote d'un ordre du jour de M. Mignot-Borérian faisant confiance au gouvernement, la Chambre a discuté, hier, deux interpellations.

La première, de MM. Barthe et Hubert Rouger, visait la mauvaise organisation du matériel employé au transport des denrées alimentaires, particulièrement du matériel wagons-réservoirs presque entièrement réquisitionné par les services de l'armée.

Un ordre du jour de confiance a clôturé le débat.

La deuxième interpellation, de M. Jules Delahaye, sur les mesures que le gouvernement compte prendre pour imposer à l'Intendance le respect de la loi sur les requisiions, n'a donné lieu à aucun vote, aucun ordre du jour n'ayant été présenté.

En fin de séance, M. Abrami a déposé un projet relatif à la retenue des soldes et indemnités des hommes punis.

Au début, répondant à une question de M. Deguise sur les lenteurs des correspondances aux armées, M. Abrami, sous-secrétaire d'Etat, avait annoncé qu'un nouveau modèle de cartes a été adopté pour permettre aux combattants de donner rapidement de leurs nouvelles à leurs familles. Un stock de 4 millions a été mis à la disposition des secteurs.

Comme M. Deguise se plaignait aussi de ce que les familles n'obtiennent de renseignements sur les leurs qu'après d'assez longs délais, le sous-secrétaire d'Etat montra combien le problème était complexe afin d'éviter toute erreur.

Les Etablissements JAMET-BUFFEREAU
les mieux organisés pour apprendre Steno,
Comptabilité, etc. - Paris, 96, Rue de Rivoli.
Succursales : Lyon, Bordeaux, Marseille - Prof. gratuit.

BENEDICTINE "la Grande Liqueur Française"
TONIQUE DIGESTIF

